

Intégration ou libre échange?

La volonté de dépasser les obstacles est mince

Raúl Zibechi (Août 2007)

Il est possible que 2007 soit considérée dans l'histoire comme l'année marquant la fin de nos espoirs d'obtenir un genre d'intégration régionale fondamentalement différente de celle répandue par les marchés et le capital transnational.

Ces dernières années, le nombre d'évènements qui se sont produits souligne l'approfondissement du modèle néolibéral dans la région du cône sud de l'Amérique du Sud par des gouvernements socialistes progressistes qui se prétendent contraires au consensus de Washington.

L'approfondissement du modèle libéral se vérifie dans plusieurs tendances: la transformation des pays du MERCOSUR en une « république du soja », avec une production excédant les 100 millions de tonnes de graines de soja; l'alliance croissante des gouvernements d'Uruguay et du Brésil avec les États-Unis pour faire avancer l'ordre du jour de la libéralisation du commerce; et la décision prise par Luiz Inacio Lula da Silva d'impulser les monocultures d'éthanol et de sucre de canne, qui viendront accroître le caractère sous-impérial de ce pays. En outre, l'intensification du modèle néolibéral ne fait rien d'autre qu'alimenter la force politique et sociale de la droite, comme nous avons pu en être témoins lors de la victoire électorale de l'homme d'affaires Mauricio Macri en tant que maire de la capitale argentine.

Avec le projet éthanol, la délocalisation de l'économie brésilienne – et avec elle, celle de la région entière – a pris un nouveau tournant. Lorsque Lula est arrivé au pouvoir, le 1^{er} janvier 2003, les parts des entreprises étrangères dans l'industrie venaient de passer de 31% en 1985 à 40%, selon une étude publiée par l'ancien président de la Banque nationale de développement, Carlos Lessa. Des 500 plus grandes entreprises agro-industrielles contrôlant la majeure partie du PIB du Brésil, six sont publiques, 388 sont brésiliennes et 106 sont étrangères. Mais, parmi les premières 50 de la liste, seules 22 sont nationales, tandis que 28 sont étrangères. Adecoagro (entreprise appartenant à George Soros), à elle seule, prévoit d'investir 800 millions de dollars US dans des usines d'éthanol. Cargill a acheté 63% du capital de Cevasa, la plus grande usine d'éthanol du pays. Selon la Banque centrale, à la mi-2007, plus de 6,5 milliards d'e dollars USD du capital étranger avait déjà été investi au Brésil cette année pour pouvoir surfer sur la vague de l'éthanol.

À la mi-2007, on a également découvert que les plus grandes banques du Brésil faisaient des bénéfices historiques. Le revers de la médaille de cette ouverture amicale au capital finance est la militarisation croissante des favelas de Rio de Janeiro. Sous couvert des Jeux Panaméricains, qui ont lieu en juillet à Rio, des milliers de familles furent violemment expulsées de leur domicile, avec pour seul crime de vivre à proximité des installations sportives locales. Les vendeurs de rue et les personnes sans domicile fixe furent également chassés. Cet indéniable « nettoyage social » allait de pair avec un investissement de 2,6 milliards de dollars US dans les Jeux. La criminalisation de la pauvreté n'est rien d'autre

que le revers de la médaille de l'alliance avec le capital finance.

Ce qui se passe au Brésil est une répétition de ce qui se passe au Chili depuis 17 ans maintenant, avec l'alliance gouvernementale entre les démocrates chrétiens et les socialistes. C'est également très similaire aux politiques du gouvernement uruguayen, dont le ministre de l'intérieur a juré de frapper durement les activistes radicaux, tandis que le président Tabaré Vázquez travaille à renforcer son alliance avec Washington. En Argentine, des organisations pour les droits humains dénoncent le fait que la « détente facile » (le fait que la police tue des jeunes pauvres) continue de prendre de l'importance et ce, malgré le discours de Nestor Kirchner contre le génocide de la dictature militaire.



Contradictions régionales

Au début juillet, Lula a signé des accords stratégiques avec l'Union européenne. Le premier sommet UE-Brazil, à Lisbonne, a adopté la question du changement climatique pour inciter à utiliser les agrocarburants. Lors de la réunion d'affaires parallèle au sommet, Petrobras et Galp, du Portugal, ont signé un accord de partenariat afin de produire 600.000 tonnes d'huile végétale au Brésil qui seront vendues en Europe, une fois transformées en biodiesel. Ce genre d'accords ne fait qu'éloigner chaque fois davantage le MERCOSUR de son chemin vers la souveraineté et la sécurité économique.

Le président brésilien a parié sur une intégration basée sur l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud (IIRSA), consistant en 300 projets gigantesques pour la connexion physique du continent. Fondée par la Banque interaméricaine de développe-



Des initiatives d'intégration régionale, comme l'IIRSA, peuvent signifier davantage de perturbations sociales et environnementales. (Image: FOBOMADE)

ment (BID), la Société andine de développement (SAD) et la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) du Brésil, l'IIRSA a assez de ressources (plus de 30 milliards de dollars' USD) pour construire des barrages, des pipelines, des routes et des ports qui rendront le commerce de l'Atlantique au Pacifique possible, mettant les ressources naturelles d'Amérique du Sud à la disposition du marché mondial.

Peut-être s'agit-il là de la raison pour laquelle les différences entre Chávez et Lula sont passées de la diplomatie aux déclarations publiques. Le président vénézuélien a déclaré qu'il n'était pas intéressé par le "vieux" MERCOSUR. Les divergences entre les deux pays deviennent de plus en plus fortes chaque jour. Le Brésil est prompt à faire des affaires et il se positionne lui-même en tant que puissance régionale et mondiale, mais il ne fait pas le moindre geste envers l'intégration régionale et, par dessus tout, il n'est pas prêt à payer le moindre prix pour que cela se produise. Pendant ce temps-là, le Venezuela continue à prendre des initiatives et incite directement les entreprises à renforcer les alliances régionales.

La Banque du Sud est un autre point sur lequel il n'y a pas d'accord. Elle devait être lancée en juillet, pendant la Coupe d'Amérique de football à Caracas, mais elle dut être ajournée sine die à cause des grincements de dents de Brasilia. Plus personne ne parle du pipeline du Sud, mais le gouvernement de Lula est toujours intéressé par un gazoduc entre le Venezuela et la région brésilienne du Nordeste afin de promouvoir l'expansion industrielle

de cette région brésilienne à la traîne. Deux initiatives, nécessaires à tous les pays de la région, montrent que les deux pays sont à couteaux tirés. Des projets majeurs comme ceux-ci ne pourront pas progresser si le Brésil, qui demeure le pays clé de la région, continue de considérer avant tout ses étroits intérêts nationaux.

La façon dont le gouvernement de Lula traite ses relations avec ses voisins plus petits en est un exemple évident. Fernando Lugo, le candidat progressiste du Paraguay, a rappelé dans un entretien publié par la *Folha de São Paulo* que son pays subventionne l'industrie de l'état brésilien. Quatre-vingt-dix pour cent de l'énergie produite par Itaipú est vendue au Brésil à des prix dérisoires, satisfaisant plus de 20 % de ses besoins énergétiques. Le Paraguay gagne à peine 250 millions de dollars US de l'énergie qu'il vend, pour ce qui, au prix du marché, devrait s'élever à 3,5 milliards de dollars.

Lugo promet de revoir le contrat et d'augmenter les prix jusqu'à atteindre le moitié du prix du marché. Mais le chancelier Celso Amorim refuse de revoir un accord qui avait été signé lorsque les deux pays étaient dirigés par des dictatures militaires. Le Paraguay doit importer du pétrole à des prix supérieurs à ce qu'il reçoit de la vente d'énergie au Brésil. D'un autre côté, Itaipú a généré une fausse dette, comme le barrage de Yacyretá construit avec l'Argentine. Mais, alors que Kirchner est prêt à revoir les comptes, le Brésil, lui, répond toujours par la négative. Si telle est la situation sous le gouvernement de Lula, on peut imaginer ce qui se produira après 2010 lorsque la droite reprendra le pouvoir à Brasilia.



Manifestation des peuples autochtones en Équateur: "Mort à l'ALE, à OXY et à l'État" (Photo : Indymedia Colombie)

Avec l'Équateur, les choses ne vont pas mieux. Un rapport commissionné par le ministre Alberto Acosta a constaté que Petrobras a commis un délit par sa vente de parts au japonais Teikoku et l'appropriation illégale d'un puits de pétrole appartenant à l'entreprise de gestion publique, Petroecuador. Un délit semblable à celui-ci a conduit à l'annulation du contrat de l'Équateur avec l'entreprise américaine OXY. Le gouvernement équatorien, sous la pression de mouvements sociaux, réfléchit à l'annulation de son contrat avec Petrobras.

Mais le gouvernement de Lula fait pression sur l'Équateur pour le compte de Petrobras, même s'il ne s'agit pas d'une entreprise publique mais d'une entreprise mixte.

La Bolivie devait aller devant le parlement amazonien afin de régler un différend avec le Brésil sur la construction, dans le cadre de l'IIRSA, de deux barrages sur les rives du fleuve Madera. Le gouvernement d'Evo Morales a demandé une conférence avec le Brésil afin de traiter le problème, mais le chancelier Amorim, qui considère les barrages comme "stratégiques", n'a même pas eu la courtoisie de répondre à son homologue David Choquehuanca. La vérité est que le projet va venir inonder 500 kilomètres carrés d'Amazonie bolivienne et le gouvernement de Lula a fait savoir qu'il n'était pas prêt à faire marche arrière. Le Brésil n'a pas apprécié le décret de Morales, en juin, qui a forcé Petrobras à vendre deux de ses raffineries de pétrole à la Bolivie. Le Brésil a quitté la Bolivie et n'a désormais plus la moindre intention de coopérer afin de permettre au pays de développer ses ressources naturelles et de sortir de sa prostration néocoloniale. Lula demeure prisonnier des sociétés transnationales, de l'industrie de la finance et de son ambition d'élever le Brésil aux rangs des puissants.

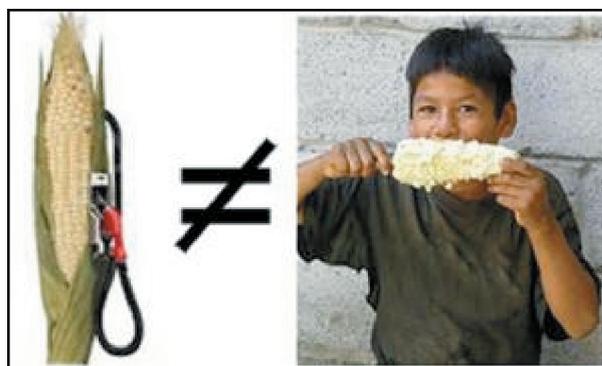
Venezuela et Brésil

Au début août, les présidents Lula et Chávez firent deux tournées qui ont démontré les contradictions insurmontables qui existent dans la région. Lula a visité cinq pays - le Mexique, le Honduras, le Nicaragua, Panama et la Jamaïque - dans le but de promouvoir les agrocarburants. Aux mêmes dates, Chávez a parcouru l'Argentine, l'Uruguay, l'Équateur et la Bolivie afin d'y signer des accords visant à accélérer l'intégration.

Le voyage de Lula aurait pu s'appeler la "Deuxième tournée Éthanol". La première avait été effectuée par George W. Bush au début du mois de mars, au cours de laquelle il a signé des accords de long terme pour promouvoir les agrocarburants. Cette fois, c'était au président brésilien de voyager pour appuyer des hommes d'affaires de son pays désireux d'installer des usines de canne à sucre pour éthanol dans des pays d'Amérique centrale. Au Mexique, première étape du voyage, Lula a poussé à un accord entre l'entreprise de gestion publique Pemex et la société transnationale Petrobras pour la prospection et l'exploitation du pétrole se trouvant dans les eaux du golfe du Mexique. L'accord est intéressant pour Petrobras, puisque l'entreprise est la première du monde en extraction du brut en grande profondeur, une technologie que la firme mexicaine ne possède pas.

La gauche mexicaine a vivement réagi. Andrés Manuel López Obrador, victime d'une fraude électorale lors des élections de 2006 qui profitèrent au président actuel Felipe Calderón, a attiré l'attention sur le fait que Petrobras pourrait être utilisée comme "fer de lance" pour la privatisation de Pemex, un objectif longtemps convoité par les multinationales. "J'ai beaucoup de respect pour lui, mais le mouvement que je représente - une réelle et vraie opposition - refuse que la richesse en pétrole du Mexique ne soit offerte aux étrangers, quoi qu'il arrive, » a déclaré López Obrador au sujet des actions de Lula à *La Jornada* du 5 août. Selon le chef du centre gauche, le plan est que Petrobras trouve du pétrole dans les Caraïbes et, qu'en échange, elle obtienne une partie des hydrocarbures, ce qui n'implique aucun risque puisque la localisation des réserves sera alors connue. Mais derrière Petrobras, expose-t-il, d'autres multinationales vont apparaître.

Au sujet des agrocarburants, Lula dit avoir le soutien du Mexique "dans la campagne visant à établir un marché



global pour une énergie renouvelable plus propre et moins chère. Nous avons l'opportunité de démocratiser l'accès aux nouvelles sources d'énergie, en multipliant les créations d'emploi et en diversifiant la fourniture d'énergie." Il est clair que le président brésilien n'a prêté aucune attention aux arguments qu'avait développés les mois précédents Fidel Castro, entre autres, contre ces carburants. Au Nicaragua, Lula a offert son soutien à Daniel Ortega afin que son pays devienne un pionnier des agrocarburants dans la région. "C'est complètement inadmissible et c'est un crime de produire de l'éthanol dérivé du maïs," a rétorqué le nicaraguayen.

En Jamaïque, Lula a inauguré une usine de déshydratation d'éthanol, propriété d'investisseurs jamaïcains et brésiliens et, au Honduras et à Panama, il a signé des accords pour le développement de carburants provenant de la

canne à sucre. Le quotidien *Folha de São Paulo*, le 5 août, rappelait les raisons de l'intérêt qu'a le Brésil pour étendre l'éthanol dans la région. "L'idée est d'utiliser l'Amérique centrale comme une plateforme d'exportation d'éthanol vers les États-Unis. Ces pays ont un accord de libre-échange avec les Américains et ils n'ont pas de limites sur l'exportation d'éthanol." Le Brésil fournit la technologie et le capital, l'Amérique centrale fournit une main d'œuvre fiable et en semi-servitude et la puissance émergente s'assure une entrée sur un marché protégé auquel elle a énormément de difficultés à accéder. La façon dont Lula voit les choses est claire: "Ensemble, nous pouvons bâtir une puissance économique mondiale," a-t-il dit à Felipe Calderón, homme de droite, à Mexico.

La tournée de Chávez a été très différente. En Argentine, il a signé un accord avec Nestor Kirchner visant à acheter pour 500 millions de dollars US d'obligations argentines et il s'est engagé à en acheter une quantité égale dans quelques mois. Cet accord est vital car depuis sa défaillance de 2001, l'Argentine n'a plus accès au crédit international. Il a, en outre, signé un accord pour la construction d'une usine vénézuélienne de gaz liquéfié à Bahia Blanca, car l'Argentine souffre d'une grave crise énergétique. En Uruguay, Chávez a signé un traité de sécurité énergétique avec Tabaré Vázquez, par le biais duquel l'État et Ancap Pdvsa travailleront à doubler la capacité de production de la raffinerie en Uruguay et une co-entreprise d'extraction du brut de Orinoco Gaza, considérée comme la plus grande réserve du monde, a été créée. L'Uruguay obtiendra ainsi une sécurité énergétique à long terme.

Cette fois, Vázquez et Kirchner étaient d'accord. "Quel autre gouvernement au monde a-t-il fait une telle offre, d'une telle ampleur et d'une telle grandeur?" a déclaré l'Uruguayen. "Nous devrions et devons être reconnaissants aux Argentins, parce que lorsque nous avons eu besoin d'eux, ils n'ont jamais failli," a déclaré un ministre, très proche de Kirchner.

Et en Équateur, Chávez a signé un accord d'investissement de 5 milliards de dollars US avec Rafael Correa pour la construction d'une raffinerie dans la province de Manabí, raffinerie qui produira 300.000 barils de brut par jour. En Bolivie, Chávez, Kirchner et Evo Morales, rassemblés à Tarija, ont lancé la construction d'une installation de regazéification dans le pays andin, ainsi qu'un pacte d'intégration énergétique.

Les difficultés que le Venezuela a à entrer dans le MERCOSUR se sont faites sentir durant la tournée. Pour l'instant, les parlements argentin et uruguayen ont ratifié l'accession au bloc du pays de Chávez. Le Paraguay et le Brésil la retardent. Il est notoire que le parlement de Brasilia ne veut pas approuver l'entrée du Venezuela, étant donné qu'il a une majorité de centre droit, bien que le gouvernement puisse appuyer ses alliés. À Buenos Aires, Chávez a déclaré lors d'une réunion restreinte couverte par *Página 12*, le 8 août, que la friction entre le Venezuela et le Brésil n'est pas due à une "dispute de pouvoir", mais à une "confrontation des modèles énergétiques."

Le problème de base est l'énorme capacité qu'a le libre échange à façonner les relations entre les pays de la région. Ce faisant, il introduit des asymétries et des contradictions qui produisent un double résultat: il crée des relations verticales entre les pays et les institutions financières internationales, les entreprises et les pays du nord, alors que, dans un même temps, il bloque, ou rend très difficile, toute intégration horizontale entre eux, parallèlement aux lignes commerciales et politiques. Dans ce scénario, de petits pays ont beaucoup plus de difficultés que les grands à ouvrir des espaces au sein de relations internationales si cannibalisées. Ce n'est donc pas une coïncidence, étant donné l'échec de la ZLEA, que Washington ait décidé de négocier des ALE avec des pays de petite et moyenne taille.